



Monsieur le Président, vous nous convoquez ce jour pour un CSAL concernant les suppressions d'emplois

Tout d'abord, cette instance est la 1ère de la nouvelle formule du CTL. Le nom change mais le contenu reste... Cependant les règles du CTL ne semblent plus être de mise dans cette nouvelle instance. Nous avons obtenu que le CTL emplois ne comportait qu'un seul point à l'ordre du jour. Or le CSAL de ce jour comporte 3 points. **FO DGFIP** demande que le CSAL emplois 2024 ne comporte qu'un seul point à son ordre du jour.

De plus, nous notons la très bonne gestion de la DGAFP qui n'a pas encore préparé le règlement intérieur de cette instance... Quel amateurisme ! Nous allons siéger dans une instance dont le mode de fonctionnement n'est pas encore connu...

Revenons au sujet de ce CSAL. Cette année ce seront encore 684 emplois que nous allons perdre dont 9 pour l'Allier

Le chiffre national de suppressions a beau avoir légèrement diminué, notre département devra encore perdre le même nombre d'emplois que l'année dernière.... Comment interpréter ce chiffre ?

Les effectifs du département représentent 0,43 % des effectifs globaux de la DGFIP. Cependant nous allons supporter 1,32 % des suppressions... C'est bien la preuve que les petits départements sont dans la ligne de mire de Bercy. Ils vont utiliser la même méthode que vous avez utilisée pour nos trésoreries : supprimer des emplois jusqu'à l'asphyxie puis ne pas avoir d'autre solution que de restructurer.

De plus lorsque nous regardons la répartition des suppressions, il est clair que les prochaines victimes du NRP seront les SIP et nous ne sommes pas certains que vous attendrez 2026 malgré vos annonces que les services ne bougeront plus d'ici là.

La création d'un PCRDP départemental au 1^{er} septembre en est l'exemple concret.

FO DGFIP sera toujours présent pour s'opposer à la liquidation de la DGFIP ainsi qu'au projet anti social de contre réforme des retraites. **FO DGFIP** appelle l'ensemble des agents à se mobiliser contre ces projets en participant massivement aux grèves qui s'annoncent à partir du 19 janvier. Seule une mobilisation d'ampleur permettra de faire reculer le gouvernement ! Prenons notre destin en main et défendons nos droits et nos emplois !